

3 **Destruction et expulsions intentionnelles**

5 **Outrage au droit international**

9 **Répression systématique des Palestiniens en Cisjordanie et en Israël**

16 **En quête de boussole politique et morale**

18 **En Allemagne, Suisse, clivage entre les autorités et la population**

7 **Une guerre contre la population civile palestinienne**

8 **« À Gaza, les femmes sont les dernières à manger et les enfants les premiers à mourir »**

Rapports, désinformation, propagande et rôle des médias

20 **Histoire de Gaza**

From the river to the sea Palestine will be free

24 **L'intelligence artificielle (IA) dans la guerre Gaza**

25 **Le Hama**

26 **Ressources**

27

Éditorial

Rarement la publication d'un numéro de Palestine Info nous aura-t-elle paru aussi difficile. La plupart du temps, nous mettons l'accent sur un thème qui traite des structures et des mécanismes de l'oppression des Palestinien·nes par Israël.

Cette fois, c'est un génocide annoncé qui se déroule sous nos yeux dans la bande de Gaza, couplé à une escalade massive du nettoyage ethnique et de la répression en Cisjordanie et en Israël même. L'intransigeance avec laquelle Israël et les États alliés poursuivent leurs objectifs n'a d'égale que l'impudence de la propagande israélienne, que les médias occidentaux reprennent volontiers. Nous sommes des milliers dans la rue pour augmenter la pression sur Israël afin qu'il mette fin à ce génocide, à la destruction des Palestinien·nes individuellement et en tant que groupe ethnique dans toute sa cohésion culturelle et sociale. Nous dénonçons, avec d'autres, la complicité de nos gouvernements. Nous sommes indigné·es par la prise de position constante de nombreux médias en faveur d'Israël, qui se traduit par la criminalisation et la délégitimation des mouvements de protestation et qui nie aux Palestinien·nes le droit de s'exprimer en leur propre nom. Nous sommes bouleversé·es par la brutalité des actions israéliennes dans la bande de Gaza et par le soutien indéfectible qu'Israël reçoit des États-Unis, de l'Allemagne et d'autres pays.

Lors de la planification de ce numéro spécial sur la bande de Gaza – le quatrième publié à ce jour par Palestine Info – il nous a été difficile de faire un choix parmi tous les aspects importants. La présente brochure ne peut prétendre à l'exhaustivité. Elle s'efforce d'aborder différents domaines thématiques et de renvoyer à des initiatives, des organisations et des ouvrages complémentaires particulièrement remarquables. Pour la version en ligne, ces références se trouvent sous forme d'hyperliens dans les articles eux-mêmes. Les lecteurs et lectrices qui souhaitent accéder aux liens à partir de la version imprimée les trouveront listés sur www.lnk.bio/palinfo. Les sources correspondantes sont signalées par une note de bas de page soulignée¹. Une petite sélection de littérature complémentaire se trouve à l'avant-dernière page.

Cet opuscule ne peut prétendre à l'actualité. C'est ce que nous ont reproché certains de nos lecteurs lors de l'envoi du dernier numéro, quelques jours après le 7 octobre. Mais entre la planification d'une publication, sa mise en page, sa traduction, son impression et son envoi, des semaines s'écoulent.

Au 28 janvier 2024, date de clôture de la rédaction, la guerre se poursuit, semble-t-il, moins intensément, mais toujours avec une cruauté totale. La Cour internationale de justice de La Haye vient de juger, dans le cadre de la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre Israël, qu'il y a de bonnes raisons de craindre qu'Israël commette un génocide, et que cet État doit tout faire pour l'empêcher et pour autoriser l'aide humanitaire. Le traitement idéologique, politique et juridique des événements nous occupera encore longtemps au-delà des événements.

Palestine Info Gaza édition speciale
Février 2024
Tirage : 2800 all., 1000 fr.

Éditeur :
Palästina-Solidarität Region Basel,
Mattweg 25, 4144 Arlesheim
www.palaestina-info.ch
info@palaestina-info.ch

Rédaction :
Agnes Küng, Birgit Althaler,
Hanspeter Gysin, Jenny Bolliger,
Jenny Schmid, Martina Guggenbühl,
Robin Walz



IBAN CH31 0900 0000 4075 6856 2

Graphisme : Maxim Staehelin & Yves Graber
Imprimé à : Print Media Works GmbH Schopfheim

Destruction et expulsions intentionnelles

L'attaque actuelle de l'armée israélienne (Tsayhal) sur la bande de Gaza dépasse, par sa brutalité et son caractère systématique, toutes les guerres menées jusqu'à présent par Israël contre ce territoire et, par l'ampleur de sa destruction, tout ce que le monde a connu depuis des décennies.

Une guerre menée sans merci

L'armée israélienne aime se présenter comme humaine, en faisant par exemple référence à son système d'alerte qui consiste à demander à la population de quitter certaines zones de combat en larguant des flyers ou via des messages rédigés en arabe. Or, tout abri fait défaut, les avertissements sont souvent imprécis et les itinéraires de fuite indiqués ont été bombardés à plusieurs reprises. Comme le précise déjà le rapport Goldstone¹ sur la guerre de Gaza 2008–2009, les avertissements ne dispensent pas les agresseurs de l'obligation de distinguer les civils des combattants. En outre, l'appel à « évacuer » le nord de la bande de Gaza, comme l'écrit Amnesty International², ne peut pas non plus être considéré comme un avertissement efficace, mais s'apparente dans les faits à une expulsion forcée. Les déclarations d'éminents stratèges militaires israéliens indiquent qu'ils prévoient le dépeuplement et la réoccupation³ de la bande de Gaza.

En tant que puissance occupante, Israël connaît en détail la situation dans la bande de Gaza. Il dispose de données précises sur l'infrastructure et d'un registre de la population, et pourrait donc évaluer très précisément qui et quoi pourrait subir des dommages en cas d'attaque. Le nombre incroyablement élevé de personnes tuées et blessées montre clairement que Tsahal ne fait guère de distinction entre les combattants et les civils. La destruction massive peut également être attribuée à l'utilisation de nouvelles technologies d'intelligence artificielle⁴ pour détecter les cibles (voir p. 24). Parallèlement, Israël utilise des bombes non guidées qui entraînent des destructions généralisées⁵.

Au lieu de mener des attaques ciblées contre des combattants du Hamas, comme il le prétend, Israël suit plutôt la Doctrine Dahiya⁶ qui prône un usage disproportion-

tionné de la force ainsi que la destruction d'infrastructures⁷ étatiques et civiles lors d'opérations militaires afin de terroriser la population. En guise de justification, le président israélien Isaac Herzog⁸ a souligné : « C'est toute une nation qui est responsable. L'affirmation selon laquelle la population ne savait rien et n'était pas impliquée est totalement fausse. Vous auriez pu vous battre contre ce régime maléfique ».

Incohérences

Parmi les victimes des attaques du 7 octobre, on compte, selon des informations récentes, environ 760 civils armés et non armés du côté israélien, ainsi que quelque 370 membres de l'armée et de la police. De nombreuses victimes ont été délibérément tuées par les milices palestiniennes, d'autres sont mortes dans des échanges de tirs. Un nombre non négligeable de victimes, notamment lors du festival de musique, est apparemment à mettre sur le compte de l'armée israélienne⁹. Des témoignages indiquent que Tshal a également tiré sur des cibles civiles ou difficiles à distinguer avec des hélicoptères et des chars d'assaut, tant au festival qu'au kibboutz Be'eri. Outre les problèmes de communication, la directive Hannibal¹⁰, contraire à la troisième Convention de Genève, devrait également en être responsable, car elle stipule que l'armée préfère sacrifier ses propres compatriotes plutôt que de risquer qu'ils soient capturés par la partie adverse.

Une incohérence concerne le fait que, selon les médias, le gouvernement israélien apparemment avait connaissance¹¹ d'un plan d'attaque précis du Hamas, mais l'a ignoré. Quelle que soit la part de responsabilité de chacun dans les événements du 7 octobre, il est clair que le gouvernement israélien a échoué à protéger sa propre population, non seulement politiquement, mais aussi militairement. L'ancien rapporteur spécial des Nations unies sur les territoires occupés, Richard Falk, résume ainsi la situation : « Cette attaque s'accompagne clairement de certaines circonstances suspectes, telles que la connaissance préalable d'Israël, la lenteur de la réaction à l'invasion de ses frontières et, ce qui est peut-être le plus problématique, la rapidité avec laquelle Israël a adopté une approche génocidaire avec un message clair de nettoyage ethnique. »

Intentions d'expulsion proclamées

Les membres du gouvernement israélien parlent ouvertement de leurs intentions d'accomplir nettoyage ethnique¹² de la bande de Gaza dans le cadre de la guerre en cours. Les bombardements massifs ne font pas que causer d'innombrables victimes et traumatiser toute la population, ils signifient aussi l'anéantissement de lieux de savoir, de mémoire, de cohésion sociale comme les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les cimetières, les archives, les administrations, les centres culturels et bien d'autres encore. Cette poursuite de la Nakba bouleverse la structure sociale et la société dans son ensemble¹³.

- 1 www.digitallibrary.un.org/record/666096.
- 2 www.amnesty.ch/de/laender/naher-osten-nordafrika/israel-besetzte-gebiete/dok/2023/befehl-zur-evakuierung-von-gaza-muss-zu-rueckgenommen-werden.
- 3 www.infosperber.ch/freiheit-recht/menschenrechte/palastinenser-wollten-die-hoelle-sie-koennen-sie-jetzt-haben.
- 4 www.972mag.com/mass-assassination-factory-israel-calculated-bombing-gaza.
- 5 www.msn.com/de-ch/nachrichten/other/us-geheimdienst-vermutet-gefahrlisches-vorgehen-wirft-israel-blindganger-uber-gaza-ab/ar-AA1luHwG.
- 6 www.palestine-studies.org/en/node/186668.
- 7 www.youtube.com/watch?v=7VAGpKBYfvs.
- 8 www.twitter.com/Sprinter99800/status/1713064886027063584?s=20.
- 9 www.electronicintifada.net/content/israeli-general-killed-israelis-7-october-then-lied-about-it/43176.
- 10 www.jungewelt.de/artikel/462043.krieg-gegen-gaza-genozidale-absichten.html?sstr=Genozidale+Absichten.
- 11 www.n-tv.de/politik/Israels-Militaer-soll-schon-2022-von-Hamas-Plan-gewusst-haben-article24571186.html.
- 12 mondoweiss.net/2023/10/israeli-think-tank-lays-out-a-blueprint-for-the-complete-ethnic-cleansing-of-gaza.
- 13 www.democracynow.org/2024/1/3/israel_ethnic_cleansing_gaza.

Outrage au droit international

Fait certain, en attaquant Gaza Israël viole une nouvelle fois et de manière grave le droit international. Mais quelles dispositions exactement ? Tentative de classification.

L'action d'Israël à Gaza est critiquée – et pas seulement depuis le 7 octobre 2023. Le rapport Goldstone¹, rédigé à la demande du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et qui a examiné la guerre de Gaza en 2008, était déjà arrivé à une conclusion claire : bien que les groupes armés palestiniens soient également accusés de violations du droit international, le rapport attribue à Israël la responsabilité prépondérante de la situation catastrophique dans la bande de Gaza et constate que l'armée israélienne enfreint gravement le droit international humanitaire. L'attaque de l'armée israélienne était dirigée contre la population de la bande de Gaza dans son ensemble – dans le cadre d'une politique de punition collective des civils pour leur résistance et leur soutien présumé au Hamas.

Pas de protection de la population

Il semble d'ores et déjà clair qu'Israël punit collectivement la population de Gaza depuis des années en bouclant l'enclave et en la privant largement de l'approvisionnement régulier et de l'aide humanitaire, au mépris du droit international humanitaire, y compris les quatre Conventions de Genève qui en sont les piliers. La quatrième convention est particulièrement pertinente, car elle régit la protection de la population en temps de guerre et interdit notamment les attaques contre les civils et les infrastructures civiles telles que les installations médicales. Une enquête² menée par +972 Magazine et l'ONG Just Vision a conclu que depuis le 7 octobre, Israël a considérablement intensifié ses attaques contre des cibles non militaires par rapport aux agressions précédentes. Le bombardement de quartiers résidentiels, de bâtiments publics et d'infrastructures vise à terroriser la population. Selon le bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme, Israël a attaqué 364 fois des établissements de santé entre le 7 octobre et le 7 décembre 2023. Ces attaques sont justifiées par l'argument selon lequel le Hamas utilise des infrastructures civiles comme centres de commandement. Certes, il n'existe souvent pas de preuves solides à ce sujet. Mais même si cela se révélait exact dans certains cas, Israël est tenu de protéger les civils contre des dommages disproportionnés.

Les expert-es en droits humains remettent fondamentalement en question le droit d'Israël à l'autodéfense, souvent proclamé. Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, a souligné dans un discours³ : « Israël n'a pas été attaqué par un autre État, mais par un groupe armé dans un territoire occupé. Il ne peut pas revendiquer le droit de se défendre contre une menace émanant d'un territoire occupé par Israël ».

Intentions génocidaires

De nombreuses voix inquiètes s'élèvent pour mettre en garde contre un génocide à Gaza. Des organisations palestiniennes de défense des droits humains, des expert-es en génocide, mais aussi des organisations juives de la société civile ont ainsi publié une prise de position⁴ dans ce sens et des personnalités israéliennes connues ont adressé une lettre⁵ au procureur général israélien. La Convention des Nations unies sur le génocide définit le génocide comme un acte « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Ce qui est déterminant, ce n'est pas le nombre de personnes tuées, mais l'intention de détruire. Selon l'expert en génocide Raz Segal⁶, sur les cinq actes interdits par la convention, Israël en commet au moins trois : tuer des membres du groupe, causer des dommages physiques ou psychologiques graves à des membres du groupe et imposer des conditions de vie qui détruisent le groupe. Fin décembre 2023, le gouvernement sud-africain a déposé une plainte auprès de la Cour internationale de justice, accusant Israël de commettre un génocide contre la population palestinienne. Lors de la première audience publique⁷, l'avocate sud-africaine Adila Hassim a soutenu qu'en plus des trois actes génocidaires décrits ci-dessus, Israël en commettait un quatrième : empêcher les naissances – par la violence contre les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants.

Israël est également accusé de nettoyage ethnique, soit d'expulser les Palestiniens en tant que groupe ethnique de leur pays d'origine, comme le rapporte entre autres +972 Magazine⁸. Le droit international ne reconnaît pas cela comme un crime à part entière. Dans le cadre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, les expert-es ont toutefois estimé que de tels actes pouvaient tomber sous le coup de la Convention sur le génocide.

Langage dangereux

Un indicateur important des intentions génocidaires est le recours à un langage qui déshumanise le groupe cible. L'intention de commettre un génocide est rarement désignée aussi clairement par les auteurs et autrices que ce qui se passe actuellement en Israël, écrit Segal. Le ministre de la Défense Joaw Gallant a parlé clairement le 9 octobre : « Nous imposons un siège

complet à Gaza. Pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. [...] Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence». Cette déclaration n'est qu'une parmi d'autres. Une collection d'exemples se trouve sur le site web⁹ de l'Alliance pour la justice entre Israéliens et Palestiniens. Le fait qu'Israël modère actuellement ses déclarations face à la plainte déposée par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice n'y change rien.

-
- 1 www.digitallibrary.un.org/record/666096.
 - 2 www.972mag.com/mass-assassination-factory-israel-calculated-bombing-gaza.
 - 3 www.youtube.com/watch?v=XAnn07kilFk.
 - 4 www.opiniojuris.org/2023/10/18/public-statement-scholars-warn-of-potential-genocide-in-gaza.
 - 5 www.theguardian.com/world/2024/jan/03/israeli-public-figures-accuse-judiciary-of-ignoring-incitement-to-genocide-in-gaza.
 - 6 www.jewishcurrents.org/a-textbook-case-of-genocide.
 - 7 www.youtube.com/watch?v=00_zTb9dfGU.
 - 8 www.972mag.com/second-nakba-government-gaza.
 - 9 www.bip-jetzt.de/2023/10/21/bip-aktuell-277-eine-sprache-die-man-noch-nie-gehoert-hat.

Une guerre contre la population civile palestinienne

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a tué au moins 25 000¹ Palestinien-nes dans la bande de Gaza et en a blessé plus de 60 000 (état au 23 janvier 2024). Plus de 8000 personnes sont toujours portées disparues – la plupart se trouvent probablement sous les décombres des infrastructures détruites.

Jusqu'à présent, l'armée israélienne a assassiné environ 10 000 enfants dans la bande de Gaza, soit une moyenne de six enfants par heure. Fin novembre, Israël avait déjà tué plus d'enfants² que dans toutes les principales zones de conflit du monde réunies pendant toute l'année 2023 – y compris la guerre entre l'Ukraine et la Russie. James Elder³, porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), a décrit la situation comme suit : « Gaza est devenue un cimetière pour des milliers d'enfants. »

Au total, environ 70 %⁴ de toutes les victimes sont des enfants et des femmes. Un rapport du New York Times⁵ montre que lors des précédentes guerres de Gaza (2008–2009, 2014, 2021), cette proportion n'était « que » d'environ 40 % à chaque fois.

À cela s'ajoutent au moins 374 agent-es de santé⁶, 87 journalistes⁷ et 146 employé-es de l'ONU⁸ qui ont été tué-es. En 78 ans d'histoire des Nations unies, il s'agit de la plus grande perte de membres du personnel de l'ONU pendant un conflit.

En d'autres termes : les attaques israéliennes sur la bande de Gaza sont dirigées contre les civils palestiniens et sont incommensurablement disproportionnées.

La situation humanitaire

Pour les Palestinien-nes de la bande de Gaza qui ont survécu jusqu'à présent au massacre israélien, la situation humanitaire est de plus en plus précaire. Sur les 2,2 millions d'habitant-es, 85 %⁹ ont été expulsé-es de leurs maisons et appartements. Plus de la moitié¹⁰ des logements ont déjà été détruits. Des milliers de familles cherchent refuge dans des écoles, des hôpitaux et des camps de réfugiés surpeuplés. Mais leur sécurité est loin d'être garantie, car Israël attaque également de telles installations civiles. Par exemple, 378 établissements d'enseignement¹¹ ont été endommagés ou détruits jusqu'à présent.

Outre l'insécurité permanente et la peur de mourir, la population souffre de la faim, du manque d'eau et des mauvaises conditions d'hygiène. En moyenne, Israël laisse entrer 100 camions¹² d'aide par jour dans la zone bouclée, alors que 500 serait le minimum requis. Fin

décembre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a écrit que 93 % de la population de Gaza était gravement touchée par la faim. À cela s'ajoutent les maladies infectieuses qui se propagent de plus en plus¹³.

Philippe Lazzarini¹⁴, chef de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugié-es de Palestine (UNRWA), qui s'est lui-même rendu à Gaza, a décrit la situation sur place à la télévision suisse alémanique comme suit : « Les gens manquent de tout, ils ont tout perdu, ils ont dû tout laisser derrière eux. Ils ont perdu leurs maisons et leurs appartements, ils ont perdu des proches. Ils ne possèdent même plus de couvertures ou de matelas. Ces personnes portent les mêmes vêtements depuis le début de la guerre. Les conditions d'hygiène sont absolument déplorables. Ils doivent attendre des heures avant de pouvoir aller aux toilettes. »

Dans les hôpitaux, la situation est tout aussi précaire. Sur 36 hôpitaux, 21 ont dû être fermés¹⁵ et beaucoup ont été détruits par des attaques israéliennes. Rien que pour la période du 7 octobre au 24 novembre, 30 attaques contre des hôpitaux de Gaza ont été recensées. Les 15 hôpitaux restants ne sont que partiellement fonctionnels. Le manque de fournitures médicales et de personnel, ainsi que de carburant, d'électricité et d'eau, entrave fortement le travail du personnel de la santé. Ainsi, les médecins doivent amputer les jambes des enfants sans anesthésie et décider au cas par cas qui sauver et qui laisser mourir.

Au vu des terribles conditions de vie et de la destruction des infrastructures civiles – y compris l'effondrement du système de santé – ce que beaucoup prévoient depuis longtemps s'est produit : Gaza est inhabitable.

1 www.aljazeera.com/news/longform/2023/10/9/israel-hamas-war-in-maps-and-charts-live-tracker.

2 www.nytimes.com/2023/11/25/world/middleeast/israel-gaza-death-toll.html.

3 www.unicef.org/press-releases/gaza-has-become-graveyard-thousands-children.

4 Voir note 1.

5 Voir note 2.

6 www.aljazeera.com/features/longform/2024/1/23/how-doctors-in-gaza-persevere-amid-israel-attacks.

7 Voir note 1.

8 www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-61-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem

9 www.un.org/en/story/2023/11/1143512

10 www.ohchr.org/en/press-releases/2023/12/israel-working-expel-civilian-population-gaza-un-expert-warns.

10, 11 Voir note 1.

12 www.theguardian.com/world/2024/jan/19/us-food-medicine-aid-gaza-un-famine-warnings-israel.

13 www.who.int/news/item/21-12-2023-lethal-combination-of-hunger-and-disease-to-lead-to-more-deaths-in-gaza.

14 www.srf.ch/news/international/dramatische-humanitaere-lage-unrwa-chef-die-bevoelkerung-von-gaza-wurde-ihrer-wuerde-beraubt.

15 Voir note 6.

AGNES KÜNG

« À Gaza, les femmes sont les dernières à manger et les enfants les premiers à mourir »

Le Programme alimentaire mondial de l'ONU¹ constate le 1er décembre que 93 pour cent des habitant-es du sud de la bande de Gaza souffrent de malnutrition, dont plus de 56 pour cent de faim sévère. Chaque personne dispose de moins de 2 litres d'eau potable par jour. Dans le nord, la situation est encore plus catastrophique.

Des milliers de femmes ont perdu des enfants, leur mari et d'autres membres de leur famille. Étant veuves, elles font désormais office de chefs de famille et doivent s'occuper des enfants restants ainsi que des autres membres de la famille. Gravement traumatisées, elles cherchent à se procurer de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux et un abri. Souvent, elles ne mangent qu'une fois par jour² pour nourrir d'abord leurs enfants. Les déplacements, les traumatismes psychologiques, la faim et le manque d'hygiène, de soins médicaux, d'eau potable dans des abris souvent surpeuplés, les bombardements incessants ainsi que l'hiver qui commence, avec le froid et les fortes pluies, poussent les gens à bout. « Partout, nous voyons dans la bande de Gaza des femmes et des enfants qui sont soumis à un stress énorme et qui sont confrontés à des horreurs inimaginables », disent les représentant-es des œuvres d'entraide³, qui n'ont presque plus la possibilité de fournir aux gens le strict nécessaire. Les femmes et les enfants meurent de maladies évitables et traitables, des suites de leurs blessures et de la faim.

Peu d'hôpitaux et d'établissements médicaux sont en service, et encore, seulement partiellement, de sorte que quantité des nombreux blessés et des 180 mères⁴ qui accouchent chaque jour en moyenne ne reçoivent pas de soins médicaux, ou alors de manière limitée, et n'ont pas accès à l'eau potable ou à une aide à l'accouchement. La situation est particulièrement tragique pour les 15 % de mères qui auraient besoin de soins médicaux supplémentaires en raison de problèmes. Nombre d'entre elles meurent d'infections et de complications médicales. Les médecins pratiquent des césariennes sans anesthésie et que de nombreuses mères perdent leurs bébés juste après l'accouchement, faute d'électricité pour faire fonctionner les incubateurs ou faute de lait suffisant pour les nourrissons. Les aliments pour bébés, les couches et les vêtements chauds font largement défaut. Les pro-

duits d'hygiène et les contraceptifs sont également introuvables, les toilettes et les possibilités de se laver sont rares dans les abris surpeuplés et inexistantes dans les campements. Le risque de violence, d'abus et de discrimination liés au genre augmente alors qu'il n'y a plus de capacité de surveillance, de conseil ou de premiers secours. À cela s'ajoutent les arrestations de femmes et d'enfants qui subissent des traitements inhumains⁵ dans les prisons israéliennes.

Depuis le 7 octobre, 115 enfants en moyenne sont tués chaque jour, ce qui fait de ce conflit le plus meurtrier pour les enfants de l'époque moderne. Ils subissent des blessures effroyables, perdent jambes, bras, yeux. Ils demandent si ce jour pourrait être leur dernier. Les mères racontent que leurs enfants ne parlent plus ou ne mangent plus. D'autres pleurent et crient au moindre bruit. Selon ce qu'écrit l'UN-OCHA⁶, il a fallu définir une nouvelle catégorie : les enfants blessés n'ayant aucun membre de leur famille survivant (WCNSF). Deux mois de guerre ont traumatisé toute une génération d'enfants. Ce n'est pas sans raison qu'Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a fait un bien triste constat : « La population de Gaza regarde l'abîme. Les yeux du monde – et les yeux de l'histoire – nous regardent ».

Des chiffres actualisés⁷ sur les femmes et les filles dans la guerre de Gaza se trouvent sur le site d'ONU Femmes. Sous la rubrique Know their Names⁸ Al Jazeera rend hommage à une partie des quelque 10 000 enfants tués entre-temps, dont les noms et les âges sont répertoriés.

1 www.wfp.org/publications/gaza-food-security-assessment-december-2023.

2 www.wilsoncenter.org/blog-post/unraveling-multi-faceted-impact-armed-conflict-women-gaza-strip.

3 www.care-international.org/news/gaza-after-two-months-war-women-last-eat-and-children-first-die.

4 www.aa.com.tr/en/middle-east/nothing-less-than-survival-of-women-girls-at-stake-in-gaza-warns-un-women/3047411.

5 www.newarab.com/news/israel-detains-142-palestinian-women-and-girls-gaza.

6 <https://www.unocha.org/news/gaza-children-under-attack>.

7 www.unwomen.org/en/news-stories/feature-story/2023/10/facts-and-figures-women-and-girls-during-the-war-in-gaza.

8 interactive.aljazeera.com/aje/2024/israel-war-on-gaza-10000-children-killed.

Répression systématique des Palestinien·nes en Cisjordanie et en Israël

Alors que les attaques israéliennes meurtrières contre la bande de Gaza se poursuivent sans relâche, les Palestinien·nes des autres territoires occupés (Cisjordanie et Jérusalem-Est) et d'Israël subissent une répression croissante. Leur oppression et leur discrimination ne sont pas un phénomène nouveau : depuis des décennies, les Palestinien·nes des territoires occupés et d'Israël vivent dans un système d'apartheid, selon les organisations de défense des droits humains et les expert·es. Cependant, depuis le 7 octobre, leur situation s'est considérablement dégradée. Les médias occidentaux n'y prêtent guère attention.

Cisjordanie – plans d'annexion avancés

Le gouvernement israélien profite de cette occasion pour peaufiner en Cisjordanie des plans d'annexion¹ établis depuis longtemps, communiqués publiquement² et mis en avant, sans rencontrer d'opposition ou de sanctions de la part de la communauté internationale. Le recours systématique à la violence et à l'expulsion – souvent en collaboration avec les colons – de même que les arrestations massives font partie des moyens utilisés par l'armée israélienne pour faire avancer ces plans.

Depuis le 7 octobre 2023, l'armée mène de jour, et surtout de nuit, des incursions contraires au droit international dans des villes de Cisjordanie. De telles attaques étaient déjà courantes avant le début de la guerre, mais depuis elles ont pris une ampleur sans précédent³ – pratiquement toutes les villes en sont victimes. Dans ces cas, l'armée fait un usage disproportionné de la force. Au cours des trois derniers mois, au moins 369 Palestinien·nes ont été tué·es⁴ en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, la plupart par des soldat·es israélien·es. Lors des incursions, des personnes sont en outre arrêtées en masse. Depuis octobre 2023, le nombre de détenu·es palestinien·es a augmenté de manière vertigineuse⁵. Leur traitement inhumain dans les prisons israéliennes est rapporté par diverses organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International⁶ et Human Rights Watch⁷ : les détenu·es sont soumis·es à des humiliations, à la privation de nourriture et de soins médicaux, à l'isolement, au refus d'une assistance juridique, à des violences physiques et à bien d'autres exactions encore.

Les actes de violence – parfois mortels – perpétrés par des colons armé·es se sont également intensifiés. À Salfit⁸, par exemple, ils ont attaqué des cultivateur·trices d'olives et les ont menacé·es de la « Grande Nakba » s'ils ne quittaient pas leurs maisons pour fuir en Jordanie. À Masafer Yatta⁹, des colons ont attaqué de nombreux villages, s'en prenant aux habitant·es et leur posant un ultimatum : fuir dans les 24 heures ou être tué·es. Un reportage de +972 Magazine¹⁰ raconte l'histoire d'Amer Abu Awad. Avec son père âgé, il a été battu par des colons, menacé avec des armes et confronté à ce même ultimatum. On l'a menacé d'assassiner sa famille. Selon B'Tselem¹¹, plus d'un millier de Palestinien·nes, dont 371 enfants, ont été expulsé·es de villages de l'Aire C, contrôlé par l'Armée israélienne, depuis le 7 octobre 2023.

L'objectif est clair : intimider les Palestinien·nes pour pouvoir les expulser et s'appropriier les terres. Dans ce contexte, le mouvement des colons bénéficie d'un soutien important de la part du gouvernement et de l'armée israéliens. Il ne s'agit pas seulement d'armer les colons¹² et de les protéger avec des soldat·es israélien·es, mais aussi d'impliquer directement les troupes d'intervention dans des actes de violence contre les Palestinien·nes. Selon le quotidien Haaretz¹³, un cas particulièrement ignoble s'est produit le 12 octobre 2023 : trois Palestiniens ont été maltraités pendant des heures par des soldats et des

colons israéliens, qui les ont frappés, les ont dévêtus, ont écrasé des cigarettes sur leur peau et leur ont uriné dessus. Et il semble qu'ils ont fait subir des abus sexuels à l'un d'entre eux.

Les travailleurs et travailleuses palestinien-nes de Cisjordanie, qui travaillent normalement en Israël, doivent subir une autre mesure de répression. Environ 120 000¹⁴ d'entre eux se sont vu refuser l'entrée dans le pays depuis le début de la guerre de Gaza. Ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas se rendre à leur travail et qu'ils ont perdu leur source de revenus.

Israël – forte restriction de la liberté d'expression

Les Palestinien-nes de nationalité israélienne, qui représentent environ 20 % de la société israélienne, doivent également subir des mesures répressives. Il s'agit ainsi de réprimer toute critique de la conduite de la guerre israélienne dans la bande de Gaza ou de son bombardement.

Plusieurs ONG – dont Adalah¹⁵ – et syndicats ont reçu des plaintes de travailleurs et travailleuses et d'étudiant-es pour avoir posté sur les médias sociaux des messages de solidarité avec les habitant-es de la bande de Gaza, pour avoir attiré l'attention sur le meurtre d'enfants innocents ou pour avoir demandé la fin de la guerre, ils ont été sanctionnés par des mesures disciplinaires au travail ou à l'université, voire suspendus¹⁶ et parfois même arrêtés¹⁷.

En plus de ces restrictions à la liberté d'expression, les étudiant-es palestinien-nes sont exposés-es à une haine croissante. Ainsi, le 28 octobre 2023, une foule d'extrémistes juifs s'est rassemblée à l'extérieur des résidences étudiantes du Netanya Academic College en criant « mort aux Arabes »¹⁸. Ces derniers mois, de telles foules se sont multipliées, si bien que de nombreux Palestinien-nes n'osent souvent plus sortir dans la rue le soir. L'armement des citoyen-nes juives/juifs¹⁹, encouragé par le gouvernement israélien, met encore plus en danger la sécurité des Palestinien-nes en Israël.

Un amendement de la loi dite antiterroriste, qui doit désormais rendre punissable la consommation de contenus « terroristes » – selon la définition d'Israël –, a été adoptée par la Knesset le 8 novembre 2023²⁰. En cas d'infraction, une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an est encourue. Dans une prise de position²¹, l'ONG 7amleh montre comment la loi permet de criminaliser des personnes qui n'ont pas commis ou planifié de crime. Elle augmente la surveillance israélienne des citoyen-nes palestinien-nes et viole leur vie privée, leur liberté d'expression et leur droit d'accès à l'information.

- 1 www.adalah.org/uploads/uploads/Annexion_37th_govt_EN.pdf.
- 2 www.newarab.com/news/israeli-minister-calls-annexation-occupied-west-bank.
- 3 www.aljazeera.com/news/2023/12/28/unparal-leled-israeli-army-raids-ramallah-more-occupied-west-bank-cities.
- 4 www.aljazeera.com/news/longform/2023/10/9/israel-hamas-war-in-maps-and-charts-live-tracker.
- 5 www.aljazeera.com/features/2023/10/21/number-of-palestinian-prisoners-in-israel-doubles-to-10000-in-two-weeks.
- 6 www.amnesty.org/en/latest/news/2023/11/israel-opt-horrifying-cases-of-torture-and-degrading-treatment-of-palestinian-detainees-amid-spike-in-arbitrary-arrests.
- 7 www.hrw.org/news/2023/11/29/why-does-israel-have-so-many-palestinians-detention-and-available-swap.
- 8 www.haaretz.com/israel-news/2023-10-27/ty-article/premium/wait-for-the-great-nakba-palestinians-find-threatening-leaflets-on-cars-in-west-bank/0000018b-72aa-d1da-a1bb-7fba5a020000.
- 9 viacampesina.org/en/imminent-massacre-threatens-palestinian-peasants-in-east-hebron.
- 10 www.972mag.com/hebron-area-settler-violence-expulsions.
- 11 www.btselem.org/settler_violence/20231019/forcible_transfer_of_isolated_communities_and_families_in_area_c_under_the_cover_of_gaza_fighting.
- 12 www.timesofisrael.com/ben-gvir-says-10000-as-sault-rifles-purchased-for-civilian-security-teams.
- 13 www.haaretz.com/israel-news/2023-10-21/ty-article-magazine/premium/beatings-burns-attempted-sexual-assault-settlers-and-soldiers-abused-palestinians/0000018b-530f-d1d7-ab8b-7f5fca1d0000.
- 14 www.haaretz.com/israel-news/2024-01-22/ty-article-magazine/premium/israel-wont-let-palestinian-workers-in-but-its-economy-needs-them-desperately/0000018d-2bda-dd75-addd-fbf6543a0000.
- 15 www.adalah.org/uploads/uploads/Data_Students_Presentation.pdf.
- 16 www.aljazeera.com/features/2023/10/15/from-friend-to-enemy-palestinians-in-israel-suspended-from-jobs-over-war.
- 17 www.972mag.com/israeli-academy-crackdown-palestinian-students.
- 18 www.middleeasteye.net/news/israel-palestinian-students-trapped-hours-hundreds-israelis-chanted-death-arabs.
- 19 www.timesofisrael.com/ben-gvir-says-10000-as-sault-rifles-purchased-for-civilian-security-teams.
- 20 www.aljazeera.com/news/2023/11/8/knesset-introduces-consumption-of-terrorist-publication-as-offense.
- 21 7amleh.org/2023/11/20/7amleh-releases-a-position-paper-on-the-israeli-law-prohibiting-the-consumption-of-terrorist-publications.

Rapports, désinformation, propagande et rôle des médias

Quiconque a tenté de contextualiser les actes des milices palestiniennes après le 7 octobre s'est rapidement vu reprocher de les minimiser. L'argument des critiques : il n'y a pas d'explication à la violence commise. Quiconque tente ne serait-ce que de poser la question du pourquoi de ces actes légitimerait la démarche. C'est ce qui est arrivé à la philosophe Judith Butler¹, qui n'a pas justifié la violence, mais a exigé qu'elle soit classée historiquement. Pour cela, elle a subi une hostilité massive.

Une contextualisation historique ainsi que des conditions de vie légales et sociales des personnes sur place ne signifie pas approuver les actes. Il s'agit plutôt de classer et d'évaluer les événements. De même que pour chaque délit, il faut se poser la question du pourquoi.

Le discours sur Israël/Palestine a toutefois toujours été limité, le contexte historique étant largement occulté. Des caractérisations telles que l'apartheid, le colonialisme de peuplement et la prison à ciel ouvert sont délégitimées par l'accusation d'antisémitisme. Presque tous les récits de violence commencent par un attentat du côté palestinien. L'oppression structurelle des Palestiniens à tous les niveaux n'est pas mentionnée et le droit de résistance à l'occupation, à l'expulsion et à d'autres violations des droits humains n'est pas reconnu.

Lors des attaques meurtrières des combattants palestiniens, c'est l'inhumanité qui est soulignée. Mais lorsque des civils sont assassinés par milliers à Gaza, les médias les traitent comme des dommages collatéraux inévitables d'une opération militaire dont la légitimité n'est pas remise en question.

C'est précisément ce discours partisan qui ne nous fait pas avancer. Judith Butler justifie l'exigence de contextualisation comme suit² : « Si nous voulons savoir ce qui reproduit la violence dans la région, afin de mettre un terme définitif à la violence, nous devons travailler avec les historien·nes pour comprendre la colonisation autoproclamée de ces pays par les sionistes politiques, les conditions dans lesquelles l'État d'Israël a été créé et l'histoire des expropriations, des privations de droits, des emprisonnements, des sièges et des bombardements. Si nous voulons la paix pour la région et un avenir dans lequel tous les habitants et toutes les habitantes du pays vivent dans des conditions d'égalité et de liberté, nous devons repenser ensemble la manière dont les entités étatiques peuvent et doivent évoluer au fil du temps. »

Désinformation, propagande

Pour maintenir un discours faussé, les sources d'information sont pondérées différemment ou délibérément falsifiées. La plupart des informations qui parviennent aux consommateurs et consommatrices de médias locaux proviennent de l'armée israélienne et d'autres autorités israéliennes. Souvent, les affirmations se révèlent plus tard être des contre-vérités ou des inexactitudes délibérées.

Malgré cela, les organes de l'État israélien sont souvent utilisés comme sources sans aucun esprit critique. En revanche, les données des autorités sanitaires de la bande de Gaza sur le nombre de morts sont discréditées par l'ajout du fait qu'elles « ne peuvent pas être vérifiées de manière indépendante »³, alors qu'elles ont été confirmées comme relativement fiables⁴ par le passé. Les demandes de reportages indépendants sont rejetées du côté israélien, les journalistes étrangères se voient refuser l'accès à la bande de Gaza⁵ et les professionnel·les des médias sur place sont pris pour cible⁶. Selon le Palestine Journalist Syndicate, plus de 100 d'entre eux ont été tué·es au cours des trois derniers mois. Pour conserver sa souveraineté en matière d'interprétation, Israël insiste avec succès sur les règles linguistiques qu'il a définies dès 2009 dans un glossaire spécifique⁷. La partie palestinienne doit être déshumanisée de manière ciblée et la résistance légitime criminalisée.

Un exemple de la déshumanisation des Palestiniens est l'accent mis sur les atrocités particulièrement ignobles⁸ commises par les agresseurs armés de la bande de Gaza, qui auraient eu pour objectif d'assassiner dans la plus grande brutalité le plus grand nombre possible de civils innocents. L'accent mis sur le fait qu'il s'agit du pire acte de violence contre les juifs et les juives depuis l'Holocauste va dans le même sens. Pour preuve, des journalistes sélectionné·es en Suisse se sont vu présenter des films⁹ sans avoir la possibilité de les vérifier, comme c'est généralement le cas. Mais l'authenticité et surtout la pertinence des images¹⁰ sont en partie controversées. Apparemment, il ne suffit pas de condamner les violations des droits humains et des peuples effectivement commises par le Hamas et d'autres milices, comme le font les organisations de défense des droits de l'homme sérieuses¹¹. Les combattants sont également accusés d'actes qu'ils n'ont pas commis (bébés décapités) ou dont l'armée israélienne est responsable (tirs sur des maisons dans le kibboutz Be'eri et sur des véhicules lors du festival Nova), comme le montrent les recherches de Mondo-weiss¹², Electronic Intifada¹³, Grayzone¹⁴ ou des journalistes tels que Ali Abunimah¹⁵, Max Blumenthal¹⁶ et Asa Wistanley¹⁷.

L'accusation de violences sexuelles systématiques, orchestrée par des cercles proches du gouvernement, est également grave. Elle a été reprise sans vérification par d'innombrables médias occidentaux et se retrouve sur Wikipédia¹⁸, bien que les preuves présentées jusqu'alors se soient révélées peu solides¹⁹ et qu'elles aient été en partie reprises par des extrémistes de droite. Qu'il y ait eu des violences sexuelles ne peut être exclu et doit être clairement condamné là où il y en a eu. Ce qui est perfide et cynique vis-à-vis des victimes réelles, c'est la stratégie des juristes israéliennes proches du gouvernement qui, en s'appuyant sur des preuves et des spéculations manipulées²⁰, accusent les organisations féministes du monde entier d'ignorer délibérément les violences sexuelles parce que les victimes sont juives. Les féministes palesti-

niennes s'opposent également à cette instrumentalisation²¹ des accusations de viol.

Dans la question des violences sexuelles comme dans le traitement des événements du 7 octobre en général, il est donc d'autant plus important de rendre compte de manière critique des sources et de faciliter les enquêtes indépendantes. Israël n'y trouve qu'un intérêt limité. Au lieu d'évaluer par exemple les voitures brûlées lors du festival, elles doivent être déçiquetées et enterrées²² sous un prétexte religieux.

Un autre élément de la propagande et de la désinformation israéliennes est l'affirmation répétée que le Hamas utilise les hôpitaux et autres infrastructures sous protection spéciale selon le droit international, ainsi que sa propre population, comme bouclier, tandis qu'Israël tente d'éviter les victimes civiles, notamment par des avertissements. Des médias comme Al Jazeera²³ (à l'exemple de l'hôpital Al-Shifa) ou l'initiative Forensic Architecture²⁴ basée à Londres, qui, après une analyse détaillée des images disponibles, montrent à quel point l'armée israélienne travaille avec des manipulations : « Notre analyse suggère que les hôpitaux de la bande de Gaza sont soumis à un schéma systématique d'intimidation et de violence de la part des militaires israélien·es dans le cadre de l'invasion en cours ».

Le rôle des médias

Pour que ce discours puisse prendre effet, il faut que les médias reprennent la représentation et le langage falsifiés d'Israël. Le magazine The Intercept²⁵ a analysé de plus près trois journaux américains et a constaté qu'ils étaient clairement pro-israéliens. Par exemple, le terme « slaughter » (abattage) a été utilisé pour désigner le meurtre d'Israélien·es par rapport à celui de Palestinien·es dans un rapport de 60 à 1 et le terme « massacre » dans un rapport de 125 à 2. Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour le territoire palestinien occupé, a commenté ainsi : « Après des mois au cours desquels les médias occidentaux ont présenté de manière erronée ou n'ont pas rapporté le génocide en cours à Gaza et toutes sortes de violations du droit international à l'encontre des Palestinien·es, la question se pose : les journalistes n'ont-ils pas un code de conduite et une éthique professionnelle qu'ils doivent respecter et pour lesquels ils peuvent être tenus responsables ? »

Le groupe de réflexion palestinien Al-Shabaka²⁶ fait le constat suivant : « Il est évident que le langage est un instrument important pour les régimes d'oppression, non seulement pour déshumaniser l'autre partie, mais aussi pour renverser la réalité. Des mots comme « évacuation » et « itinéraires sûrs » masquent la réalité des expulsions massives et des marches de la mort. Ils donnent l'impression qu'il s'agit d'une puissance bienveillante et non d'un régime génocidaire. Tout qualifier de « dirigé par le Hamas », c'est donner le feu vert aux bombardements. Ainsi, une école, un hôpital ou une usine deviennent des cibles légitimes et les civils

des « dommages collatéraux ». Les responsables israélien-nes étendent désormais l’affiliation au Hamas à presque toutes les infrastructures de Gaza – y compris les installations de l’ONU. » Ce langage utilisé par Israël se retrouve également dans de nombreux médias européens et suisses. Plus encore, ils contribuent activement à discréditer les organisations de paix et de défense des droits humains, mais aussi les formes de résistance non violentes comme la campagne BDS et les approches critiques à l’égard d’Israël. Pour les organisations et les personnes concernées, cela peut avoir de graves conséquences. Deux exemples :

Laurent Goetschel, le directeur de l’institut de recherche sur la paix Swisspeace s’est publiquement prononcé contre une interdiction du Hamas et a plaidé pour une solution à un seul État. Ce chercheur sur la paix d’origine juive a justifié son opposition à l’interdiction du Hamas par le fait qu’il faut pouvoir négocier avec toutes les parties prenantes pour parvenir à la paix. Il a lié sa conception de l’État à la condition de l’égalité des droits pour tous les habitant-es, afin d’établir une société pacifique. La Basler Zeitung l’a alors qualifié d’« israélophobe » et le Grand conseil du canton de Bâle-Campagne a rapidement supprimé son soutien financier à l’institut – « clairement une muselière politique pour la science » a commenté Goetschel.

En octobre 2023, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a également supprimé son soutien à plusieurs organisations palestiniennes de défense des droits humains et à des ONG. Andrea Studer, la vice-directrice de la DDC²⁷ responsable de la coopération au développement dans la région, a apparemment été licenciée par le ministre des Affaires étrangères Cassis en tant que pion. Cassis a ordonné la suppression des fonds sur la base de vagues accusations du groupe Tamedia selon lesquelles les ONG concernées n’auraient pas suffisamment condamné l’attaque du 7 octobre. L’organisation de lobbying sioniste²⁸ NGO Monitor a également joué un rôle en arrière-plan.

La plupart des médias en Suisse, lorsqu’ils ne prennent pas clairement parti pour Israël comme la NZZ, contribuent activement, sous une forme ou une autre, à établir le discours falsifié par Israël comme étant le seul valable. Celui qui s’oppose à cela doit s’attendre à des conséquences ou, comme le formule Laurent Goetschel : « Celui qui ne dit pas ce que l’on pense soi-même est immédiatement mis à l’écart. »

Il est évident que le langage est un outil important pour les régimes oppressifs, non seulement pour déshumaniser l’autre partie, mais aussi pour renverser la réalité. Des mots comme « évacuation » et « routes sûres » dissimulent la réalité des déplacements massifs et des marches de la mort. Ils donnent l’impression que nous avons affaire à un pouvoir bienveillant et non à un régime génocidaire. Tout étiqueter comme « contrôlé par le Hamas » donne le feu vert aux bombardements.

- 1 www.freitag.de/autoren/der-freitag/judith-bulter-ueber-den-terror-der-hamas-und-die-geschichte-der-gewalt et www.youtube.com/watch?v=FZZFi_0ytvo.
- 2 www.fr.de/kultur/gesellschaft/judith-bulter-israel-hamas-krieg-philosophin-interview-netanjahu-biden-antisemitismus-92678387.html.
- 3 www.20min.ch/story/nahostkonflikt-verwicklung-in-hamas-angriff-unrwa-entlaesst-mitarbeiter-566174374995.
- 4 www.theguardian.com/world/2023/oct/26/can-we-trust-casualty-figures-from-the-hamas-run-gaza-health-ministry.
- 5 www.theguardian.com/commentisfree/2023/nov/29/atrocities-gaza-journalists-media.
- 6 theintercept.com/2024/01/12/al-jazeera-journalist-israel-gaza/.
- 7 www.transcend.org/lms/wp-content/uploads/2014/07/sf-israel-projects-2009-global-language-dictionary.pdf.
- 8 www.tagesspiegel.de/internationales/menschen-abgeschlachtet-lebendig-verbrannt-hamas-taten-erinnern-helfer-in-israel-angeschichten-aus-dem-horlocaust-10610200.html.
- 9 www.rts.ch/play/tv/-/video/?urn:urn:rts:video:14517449.
- 10 www.youtube.com/watch?v=mc5iG3DX7ho.
- 11 www.amnesty.ch/de/laender/naher-osten-nordafrika/israel-besetzte-gebiete/dok/2023/bewaffnete-palaestiniensische-gruppen-muessen-zur-rechenschaft-gezogen-werden.
- 12 www.mondoweiss.net/2023/10/a-growing-number-of-reports-indicate-israeli-forces-responsible-for-israeli-civilian-and-military-deaths-following-october-7-attack.
- 13 www.electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israel-admits-burning-hundreds-people-7-october.
- 14 www.thegrayzone.com/2023/10/27/israels-military-shelled-burning-tanks-helicopters.
- 15 www.youtube.com/watch?v=G8PNUATG1Bo&t=14s.
- 16 www.youtube.com/watch?v=d0qECilpXF8.
- 17 <https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/israeli-hq-order-red-troops-shoot-israeli-captives-7-october>.
- 18 https://de.wikipedia.org/wiki/Geschlechtsspezifische_und_sexuelle_Gewalt_durch_die_Hamas_w%C3%A4hrend_des_Terrorangriffs_am_7._Oktober_2023.
- 19 www.mondoweiss.net/2023/12/despite-lack-of-evidence-allegations-of-hamas-mass-rape-are-fueling-israeli-genocide-in-gaza.
- 20 www.mondoweiss.net/2024/01/family-of-key-case-in-new-york-times-october-7-sexual-violence-report-renounces-story-says-reporters-manipulated-them.
- 21 www.jadaliyya.com/Details/45725/Weaponizing-Rape.
- 22 www.ipost.com/israel-news/article-774511.
- 23 www.aljazeera.com/news/2023/11/19/when-will-israeli-army-explain-inconsistencies-in-al-shifa-hospital-videos.
- 24 www.forensic-architecture.org/investigation-destruction-of-medical-infrastructure-in-gaza.
- 25 theintercept.com/2024/01/09/newspapers-israel-palestine-bias-new-york-times.
- 26 novaramedia.com/2023/11/28/the-world-is-finally-waking-up-to-israels-information-war-but-is-it-too-late.
- 27 www.tagessanzeiger.ch/andrea-studer-der-ueberraschende-abgang-der-deza-vizedirektorin-401742954750.
- 28 www.nzz.ch/schweiz/nahost-konflikt-aussende-parlament-wehrt-sich-gegen-vorwurf-von-einer-israelischen-lobbygruppe-instrumentalisiert-warden-zu-sein-ld.1769354.

**Heba Abu Nada, romancière – morte, tuée
par un bombardement israélien le vendredi
20 octobre 2023**

Publication Facebook du 15 octobre

Là-haut, nous construisons une deuxième ville : des médecins sans patients ni sang, des professeurs sans foule ni cris d'étudiants, de nouvelles familles sans douleur ni tristesse, des journalistes photographiant le paradis et des poètes écrivant sur l'amour éternel. Tous sont originaires de Gaza.

Au paradis, une nouvelle bande de Gaza, non occupée, est en train de prendre forme.

Publication Facebook du 17 octobre

Le fait est que nous sommes tous dans un champ ouvert, dont le grain est épuisé par le siège. La Mort porte une énorme faux et la brandit à droite et à gauche sur nous. Nous sommes tous en train de mourir, et le champ se vide, et les épis de maïs volent !

Des enfants sont morts, n'ayant jamais dit leur nom !

Publication Facebook du 18 octobre

Notre photo de famille : un sac de morceaux de corps, un tas de cendres, cinq linceuls de tailles différentes, enroulés et posés les uns à côté des autres.

Les photos de famille à Gaza sont différentes, mais nous étions ensemble et nous sommes disparus ensemble.

Nous sommes à peine vivants, Dieu le sait, mais nous n'avons pas oublié les noms de ceux qui nous ont abandonnés et de ceux qui nous ont soutenus. Ces noms sont là pour l'éternité. Nous les emportons dans nos cercueils quand nous mourrons. Nous devons les porter jusqu'à ce que l'injustice soit vaincue et que la vérité l'emporte.

Publication Facebook du 19 octobre

à 12 h 10

Ma liste d'amis se rétrécit et se transforme en petits cercueils éparpillés ici et là. Je n'arrive pas à attraper mes amis lorsqu'ils s'envolent, après les roquettes. Je ne peux pas les ramener. Je ne peux pas leur présenter mes condoléances et je ne peux pas pleurer. Je ne sais pas quoi faire !

Chaque jour, la liste des vivants se réduit. Ce ne sont pas que des noms. Il y a une grande diversité de visages et de vies.

Ô Seigneur, que ferons-nous face à cette grande fête de la mort, ô Seigneur ?

Il n'y a rien pour les ramener... Tout cela n'est qu'un gros mensonge.

à 20 h 30

Le quartier d'Al-Zahra à Gaza est menacé. Les 24 immeubles de grande hauteur sont maintenant bombardés. Une ville entière est martyrisée, détruite maison par maison. Oh mon Dieu, oh mon Dieu !

Refaat Alareer :

Si je dois mourir

Le poète, essayiste, conférencier et activiste est mort le mercredi 6 décembre 2023 lors d'un raid aérien israélien.

Si je dois mourir
tu dois vivre
pour raconter mon histoire
pour vendre mes biens,
pour obtenir un morceau de tissu
et quelques cordes
(en blanc avec une longue queue)
pour qu'un enfant, quelque part à Gaza,
alors qu'il lève les yeux vers le ciel
en attendant son père, qui a disparu dans
une boule de feu –
et n'a jamais dit au revoir à personne
pas même de son corps
pas même de lui-même –
voie le cerf-volant, mon cerf-volant que tu as fabriqué,
voler au-dessus de moi
et pense un instant qu'un ange est là,
qui ramène l'amour.
Si je dois mourir
qu'il apporte l'espérance,
que ce soit un conte de fées.

Amal Abu Assi Al-Yaziji, écrivaine

Quand nous partirons, notre histoire sera oubliée à jamais. Arrachez la Palestine de votre mémoire, car vous n'en avez pas besoin.

Dites à vos amis qu'il y avait de l'espoir, puis qu'il s'est éteint.

Continuez votre vie comme si nous n'avions jamais existé, jouez, buvez, mangez, marchez, célébrez, décorez, chantez, dansez, faites tout.

Mais craignez de vous regarder dans vos miroirs, car si vous le faites, vous verrez notre sang sur vos visages, des parties de notre corps dans vos mains, nos cris sur vos traits, et nos voix comme de la fumée sur la carte de la Palestine gravée sur votre corps.

Quand nous ne serons plus là, déchirez les livres d'histoire et ne dites pas à vos enfants qu'il y a eu ici un peuple qui a vécu pendant 75 ans sans perdre espoir avant que l'espoir ne le tue.

En y allant, oubliez la géographie

Attention à ne pas dire que votre travail a produit de grandes réussites ! Ne dites pas à vos enfants que vous avez eu le plus grand taboulé, le plus grand maqlouba, le mansaf le plus luxueux avec de la viande, le plat koshari le plus délicieux et les danses et chants artistiques les plus merveilleux, tandis que vos voisins, seuls, étaient détruits.

Soyez heureux, car sur les écrans de vos enfants, il n'y aura pas de lamentations, pas de pleurs et pas de crimes horribles, ils ne vous poseront pas de questions sur nous.

Votre grande inquiétude a disparu – pour toujours.

Nour Al-Huda Abu Al-Nasr : 20 ans

Ce que nous vivons est difficile à décrire, car nous ne savons plus comment exprimer ce qui se passe à l'intérieur de nous. Nous sommes paralysés et nous ne pouvons pas nous empêcher de lire de mauvaises nouvelles. Chaque jour est pire que le précédent. Ma vie a été détruite. Notre seule consolation, c'est que nous sommes encore en vie. Nous ne savons pas pour combien de temps, mais nous sommes toujours en vie. En fin de compte, je ne pardonne à aucun responsable qui a eu l'occasion d'observer ma famille et mon pays natal, mais qui préfère ignorer tout cela. Ma question est la suivante : le monde se porte-t-il bien alors qu'il nous regarde maintenant ?

Nous ne sommes pas des numéros

Le projet Nous ne sommes pas des numéros¹ permet aux Palestiniennes de raconter leurs histoires. De cette façon, les gens deviennent tangibles et plus d'empathie devrait être possible.

Connaitre leurs noms

Il n'y a pas que dans la bande de Gaza que les Palestiniennes sont harcelées, tuées et déplacées. Ils et elles sont également massivement menacés en Cisjordanie et en Israël. Une page d'Aljazeera, Know Their Names², fait état en continu des Palestiniennes tuées à Jérusalem et en Cisjordanie depuis 2023, fournit des chiffres actuels et décrit les incidents.

1 wearenotnumbers.org/about.

2 www.aljazeera.com/news/longform/2023/12/12/know-their-names-palestinians-killed-by-israel-in-the-occupied-west-bank-2.

En quête de boussole politique et morale

L'attaque des milices palestiniennes depuis la bande de Gaza le 7 octobre 2023 représente un tournant décisif pour les Palestinien·nes et les Israélien·nes, mais elle est vécue de manière totalement différente.

Beaucoup de Palestinien·nes, indépendamment de leur religion ou de leur conviction politique, se considèrent comme partie prenante d'un mouvement qui les a courageusement libéré·e de l'isolement et de l'absence de perspectives. Avant l'invasion, Gaza était déjà synonyme de la continuité de la Nakba, de décennies de traumatismes, d'un génocide insidieux, ignorés de l'opinion publique mondiale.

La réaction d'Israël les conforte dans l'idée qu'ils appartiennent à ce peuple qui est expulsé de sa terre par tous les moyens et privé de ses droits légitimes. Un peuple qui, dans de nombreux pays occidentaux, se heurte à la sourde oreille, voire à l'hostilité et à la répression, lorsqu'il évoque sa propre expérience d'injustice, comme l'écrit Sarah El Bulbeisi², spécialiste de la culture, dans une tribune publiée par la NZZ.

Les Israélien·nes ont été totalement pris au dépourvu par l'attaque, qui leur a rappelé leurs propres traumatismes liés à l'histoire juive. L'attaque a détruit l'illusion de pouvoir maintenir un régime colonial injuste grâce à la supériorité militaire et à la complicité de la communauté internationale, tout en se sentant relativement en sécurité. Il est significatif qu'en Israël, la réalité de l'occupation n'ait guère été évoquée l'année dernière dans les protestations contre le démantèlement d'une justice indépendante. Mais comme l'écrit très justement l'ONG Zochrot³, qui milite pour le retour des réfugié·es, personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. « La sécurité des Israélien·nes ne peut pas dépendre de l'oppression et de la dépossession des Palestinien·nes ».

Outre l'émotion et la tristesse suscitées par les morts, les blessé·es, les déplacé·es, les fugitifs et celles et ceux qui luttent pour leur survie, une bataille s'est immédiatement engagée pour la classification politique et morale des événements. Qui condamne qui ? Qui accuse qui ? Que s'est-il passé exactement ? Où est l'échec, où est le calcul ? Quelles pressions et quelle solidarité sont de mise ?

Le simple fait de replacer les événements dans leur contexte historique a été d'emblée considéré comme scandaleux, en particulier par la gauche sioniste⁴, qui a jugé cela condamnable. De nombreux Palestinien·nes déplorent également le fait humiliant que, quelles que soient leurs propres pertes, ils doivent d'abord pleurer les victimes israéliennes et condamner le Hamas avant d'être acceptés comme interlocuteurs légitimes par les médias. Le reproche d'un manque d'empathie envers les victimes juives est devenu un moyen de pression politique. L'insistance sur la brutalité prétendument « sans précédent » des milices palestiniennes s'inscrit dans l'expérience palestinienne de déshumanisation et de privation de droits. L'historien Ilan Papé⁵ souligne que même les milieux dits progressistes utilisent un langage qui « immunise Israël et ne permet pas de justifier, d'accepter

et de légitimer la lutte anticoloniale palestinienne ». Il est d'autant plus important de replacer les événements dans la pratique de la politique sioniste d'élimination des Palestiniens.

Il est indéniable que l'incursion s'est accompagnée de violences et de violations du droit international. Les ONG palestiniennes comme Adalah⁶ et les groupes de solidarité antisionistes du monde entier ont condamné cela, tout en reconnaissant le contexte de décennies d'oppression et le droit à la résistance. Cependant, la question d'une « condamnation » appropriée du Hamas en particulier est utilisée pour nier aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et à la résistance contre l'apartheid et l'occupation, y compris par des moyens non violents. Le groupe Jüdisch Antikolonial⁷ voit dans cette exigence de condamner le Hamas avant d'exprimer des critiques à l'encontre d'Israël un soutien à « l'affirmation selon laquelle la raison principale des positions de solidarité avec la Palestine n'est pas une vision de gauche et un désir de justice et de liberté, mais de l'islamisme ou de l'antisémitisme »

L'une des voix précieuses des premiers jours a été celle de Gabor Maté⁸, spécialiste des traumatismes, qui a lui-même connu la persécution dans son enfance. Il condamne, lui aussi, la violence des milices palestiniennes contre les civils, mais souligne tout aussi clairement l'incomparabilité des rapports de force, des expériences de violence et donc des responsabilités entre les parties israélienne et palestinienne. Il est important de donner de l'espace aux émotions telles que la tristesse, la colère, la peur et l'horreur, mais cela ne justifie pas des paroles et des actes incontrôlés sous le coup de l'émotion. La volonté de comprendre les expériences de l'autre est essentielle pour une vision de paix. Dans les moments où le sentiment d'être incompris ou menacé domine, c'est une tâche difficile. La journaliste israélienne Amira Hass⁹, qui a documenté de nombreuses atrocités commises par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, a témoigné de cette capacité. Lors d'une table ronde à la mi-octobre, elle a avoué que le silence des ami·es palestinien·es sur les victimes israéliennes lui faisait mal. Mais cela lui a aussi appris, malgré sa connaissance de la société palestinienne, qu'elle avait sous-estimé ou n'avait pas saisi l'énorme ampleur de son oppression.

Reste le thème de la violence. Le droit international légitime la résistance contre une puissance occupante, même par la force des armes, mais il prescrit impérativement la distinction entre civils et combattants. Cela ne dit encore rien sur l'opportunité et la moralité de la lutte armée. Le politologue Gilbert Achcar¹⁰ souligne l'importance de la supériorité morale que les opprimés peuvent faire valoir dans la lutte contre leurs oppresseurs. David Finkel¹¹ met en garde contre le fait d'interpréter l'attaque comme un progrès pour la résistance et la lutte de libération. « La reconnaissance du droit fondamental des peuples opprimés à résister, même par les armes, ne dispense pas de la responsabilité d'analyser les méthodes et les politiques

des forces qui agissent en leur nom ». En revanche, le journaliste Ali Abunimah¹² souligne en 2021, dans un article sur la violence des groupes de résistance palestiniens, qu'il n'y a pas d'équivalence morale entre un peuple colonisé qui exerce son droit reconnu à la résistance avec les moyens dont il dispose et [...] Israël qui utilise sa technologie d'armement sophistiquée pour terroriser et soumettre la population palestinienne. Il cite Le long chemin vers la liberté de Nelson Mandela : « C'est toujours l'opresseur, et non l'opprimé, qui dicte la forme de la lutte. Lorsque l'opresseur utilise la violence, les opprimés n'ont pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, il s'agissait d'une forme légitime d'autodéfense. [...] C'est à vous, et non à nous, de renoncer à la violence ».

La priorité par rapport à toutes ces considérations, qui n'ont pas la prétention d'être exhaustives, est en tout cas actuellement d'imposer un cessez-le-feu immédiat et durable afin de mettre un terme au massacre et à la destruction en cours dans la bande de Gaza. Les conditions d'une Palestine libre doivent être négociées à plus long terme. Pour les forces progressistes, cela implique sans aucun doute la vision d'une société laïque, égalitaire et mixte sur le plan ethnique et religieux, telle qu'elle a marqué la pensée des mouvements de libération palestiniens pendant des décennies.

- 1 www.aljazeera.com/opinions/2023/10/14/on-october-7-gaza-broke-out-of-prison.
- 2 www.nzz.ch/feuilleton/gaza-krieg-westen-will-das-leid-der-palaestiner-nicht-sehen-ld.1772777?reduced=true.
- 3 www.zochrot.org/publication_articles/view/56535/en?Our_Responsibility_to_End_the_Cycle_of_Violence.
- 4 www.palestinechronicle.com/the-righteous-fury-of-the-israeli-left-ilan-pappe.
- 5 www.palestinechronicle.com/the-righteous-fury-of-the-israeli-left-ilan-pappe.
- 6 www.adalah.org/en/content/view/10898.
- 7 bds-info.ch/index.php/fr/articles/sur-la-condamnation-et-la-distanciation.
- 8 www.youtube.com/watch?v=SHDBw-wx6w0.
- 9 acmcu.georgetown.edu/2023/10/19/israel-gaza-war-a-conversation-with-amira-hass.
- 10 lanticapitaliste.org/actualite/international/israel-se-prepare-commettre-un-crime-contre-lhumanite.
- 11 againstthecurrent.org/atc227/calas-trophe-in-palestine-and-israel.
- 12 electronicintifada.net/content/its-time-change-liberal-discourse-about-hamas/33376.

En Allemagne, en Suisse, clivage entre les autorités et la population

Le discours de l'ex-chancelière allemande Angela Merkel, où elle déclare que la sécurité d'Israël est la « raison d'État allemande », relève du dogme et pourrait à la limite être interprété comme impliquant que si Israël était attaqué militairement, l'Allemagne pourrait entrer en guerre au Proche-Orient. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire allemande que la raison d'État implique que les intérêts de l'État l'emportent sur les autres droits, en particulier des droits humains et du droit international.

Toute l'Allemagne officielle, depuis le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne jusqu'à Die Linke, est unie dans une solidarité indéfectible avec Israël. Elle est donc complice du vol de terres, du nettoyage ethnique et des innombrables massacres perpétrés par l'armée israélienne. Tout ce que fait le régime d'occupation est légitimé par le « droit d'Israël à l'autodéfense », y compris le bombardement de la bande de Gaza.

L'ensemble de l'élite politique du pays est d'accord pour empêcher ou réprimer les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien et les protestations contre les massacres dans la bande de Gaza. C'est ainsi que les drapeaux palestiniens et même les keffieh (le foulard arabe traditionnel) sont confisqués par la police, que les institutions publiques et privées refusent des locaux pour des réunions d'information, que les manifestations sont interdites et que ceux et celles qui protestent malgré tout sont poursuivies en justice.

Les personnes qui ne prennent pas explicitement position en faveur d'Israël sont stigmatisées et menacées. Seules les victimes israéliennes de cette guerre bénéficient d'une compassion publiquement célébrée.

Des hommes politiques allemands comme le chancelier Olaf Scholz et son vice-président Robert Habeck fustigent dans des discours très remarquables les actes du « Hamas » avec des termes tels que « orgie de violence », etc. Par contre ils n'ont pas de mots pour condamner les massacres de la population de la bande de Gaza.

Malgré ce climat d'effervescence et de criminalisation, de larges pans de la société civile allemande descendent dans la rue dans tout le pays en réclamant la liberté pour la Palestine, un cessez-le-feu immédiat et un arrêt du génocide.

Malgré toutes les tentatives d'intimidation, des étudiant·es de Berlin et d'autres villes brisent le silence. Le sénat culturel de Berlin avait l'intention de lier l'attribution de subventions artistiques à une adhésion à la définition de l'antisémitisme de l'IHRA, mais cette démarche a échoué en raison des doutes de ses conseiller·ères juridiques quant à l'applicabilité de cette mesure. Les étudiant·es de l'université de Potsdam considèrent que la liberté académique et le droit à la liberté d'expression sont massivement restreints en raison de la prise de position unilatérale de leur université qui s'est solidarisée avec Israël et reprennent un des slogans clé du mouvement étudiant de 68 : « Unter den Talaren – Muff von 1000 Jahren ! » (Sous les toges – ça sent 1000 années de renfermé).

En Suisse, la situation est comparable

Jusqu'à son élection au Conseil fédéral, l'actuel ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis était membre du groupe parlementaire Suisse-Israël. Ce groupe, qui fait du lobbying pour des intérêts économiques communs des deux pays, a été créé par des membres d'un parti ultra-réactionnaire, l'Union démocratique fédérale, héritière du parti xénophobe Action nationale. Ce lobby est aujourd'hui présidé par Erich Von Siebenthal, un fondamentaliste évangélique qui fait de la politique dans l'UDC. Daniel Jositsch, membre de l'aile très à droite du Parti socialiste, fait également partie du même groupe parlementaire Suisse-Israël.

Cassis caresse depuis longtemps l'idée d'affaiblir le soutien humanitaire aux territoires palestiniens occupés. En 2021, suite à des articles de presse négatifs, et bien qu'une enquête interne n'ait pas pu prouver qu'il avait commis des actes préjudiciables, le directeur de l'UNWRA de l'époque, le Suisse Pierre Krähenbühl, a dû démissionner.

Tout comme en Allemagne, les instances officielles en Suisse continuent à évoquer une « solution à deux États ». Sachant qu'il est impossible d'établir un État palestinien viable en raison de la situation créée par Israël, cette « profession de foi » revient à soutenir de fait l'objectif d'un Grand Israël aussi exempt que possible d'Arabes.

En Suisse aussi, malgré ces positions officielles, des manifestations et autres actions de protestation sont régulièrement organisées. Outre des comités dans toutes les grandes villes, une nouvelle coordination nationale a été mise sur pied. Elle dénonce l'héritage colonial du sionisme, exige résolument un cessez-le-feu immédiat et reprend les revendications du mouvement BDS, par exemple celle pour un embargo militaire. Les militants, souvent jeunes, et dont beaucoup ont des racines palestiniennes, ne se laissent plus intimider par les accusations d'antisémitisme régulièrement lancées dans les médias et la Fédération suisse des communautés israéliennes FSCI. Ils s'approprient leur propre histoire et adoptent des multiples formes de résistance contre le régime d'apartheid israélien.

AGNES KÜNG

Histoire de Gaza

De l'Antiquité au mandat britannique de la Société des Nations sur la Palestine

Depuis l'Antiquité, Gaza a joué un rôle important grâce à sa situation sur la Méditerranée orientale et au carrefour entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, et a connu différentes cultures au fil des siècles, ce qui se reflète dans sa population actuelle. L'important port maritime de Gaza, point d'arrivée des routes commerciales de l'encens et des épices en provenance du Yémen, le trafic de marchandises et de personnes sur l'ancienne route des caravanes entre l'Égypte et la Syrie et ses oasis fertiles garantissaient une économie et une société florissantes.

En 1517, les troupes ottomanes conquièrent la région, mais à partir du 19^e siècle, la région est dominée culturellement par l'Égypte voisine. Les troupes de l'Empire britannique attaquent Gaza en 1917 et reprennent aux Ottomans la ville, désormais transformée en champ de ruines. Après la défaite de ces derniers lors de la Première Guerre mondiale, le territoire fait partie du mandat britannique de la Société des Nations pour la Palestine. Dans les années 1930 et 1940, elle connaît une forte expansion.

Nakba 1948 – contrôle égyptien jusqu'en 1967

En 1948, après la création de l'État d'Israël et la fin de la guerre israélo-arabe, au cours de laquelle l'armée israélienne bombarde également 29 villages dans le sud de la Palestine historique, l'Égypte prend le contrôle de ce qui sera plus tard appelé la bande de Gaza. Des dizaines de milliers des plus de 750 000 réfugiés palestiniens (80 % de la population), chassés de leurs villes et villages par Israël pendant la Nakba, y trouvent refuge, ce qui triple la population. À la fin de la guerre, 25 % de la population palestinienne vit dans la bande de Gaza, alors que celle-ci ne représente qu'un pour cent du territoire du mandat initial. Jusqu'en 1967, la bande de terre est majoritairement soumise au gouvernement militaire égyptien, mais n'est pas annexée.

Au cours de la crise de Suez de 1956, durant laquelle l'Égypte veut nationaliser la société du canal de Suez, majoritairement franco-britannique, afin de se libérer de la sphère d'influence britannique, la bande de Gaza est bombardée par les forces israéliennes et françaises. Les villes de Rafah et de Khan Younis sont le théâtre de graves massacres de la population civile, qui font plusieurs centaines de morts.

Sous occupation israélienne à partir de la guerre des Six Jours – régression économique intentionnée

Pendant la guerre des Six Jours entre Israël et ses voisins arabes en 1967, la bande de Gaza est placée sous occupation militaire israélienne. Sous la direction d'Ariel Sharon, alors chef du Commandement Sud israélien, des dizaines de Palestiniens soupçonnés

d'être des membres de la résistance sont exécuté-es sans procès. D'autres violations systématiques des droits humains sont commises : l'expulsion de personnes de leurs terres, la destruction de maisons et de sites archéologiques ainsi que la répression des formes d'expression politique, même non violentes.

A partir des années 70, des zones tampons sont aménagées et des colonies israéliennes avec leur propre système de routes accessibles depuis Israël sont construites sur environ 35 pour cent de la surface terrestre de la bande de Gaza. Environ 8000 colons armés y vivent, coupés de la population palestinienne. Lors d'une réunion du cabinet de sécurité israélien, le Premier ministre de l'époque, Levi Eshkol, propose déjà à l'époque d'expulser les habitant-es de Gaza en leur limitant l'accès à leurs terres et à l'approvisionnement en eau.

Résistance, massacre, déplacement forcé

Sur les terres israéliennes désormais appelées « terres abandonnées » de l'autre côté de la bande de Gaza, une série de bases militaires sont construites sur les ruines des anciens villages palestiniens, qui se transforment au fil du temps en villes et villages civils, généralement des kibboutzim avec leurs propres équipes de sécurité armées.

Comme l'agriculture et les usines d'Israël ont besoin de beaucoup de main-d'œuvre bon marché, des milliers de permis de travail sont délivrés aux habitant-es de la bande de Gaza. Les revenus plus élevés qui en découlent contribuent à une croissance économique de 9,7 pour cent par an en moyenne de 1967 à 1982. Ensuite, la confiscation d'environ un tiers des terres de la bande de Gaza pour la construction de la clôture de sécurité et des zones tampons, la concurrence pour les rares ressources en eau et l'interdiction de planter de nouveaux agrumes, très lucratifs, affectent considérablement le secteur agricole palestinien. De nombreux-ses paysan-nes doivent abandonner leur terres agricoles. De plus, les exportations agricoles directes de Gaza vers les marchés occidentaux ne sont autorisées que via des intermédiaires israéliens. Israël introduit des quotas pour toutes les marchandises exportées de la bande de Gaza et supprime en même temps les restrictions sur le flux de marchandises israéliennes vers la bande de Gaza. Sara Roy caractérise cette politique comme régression économique intentionnée (de-développement).

Guerre du Yom Kippour 1973 – première Intifada 1987–1993

Avec la guerre du Yom Kippour et la confiscation à grande échelle de terres palestiniennes par Israël en Cisjordanie, les conflits entre les Palestinien-nes et les autorités israéliennes s'intensifient malgré les efforts internationaux (notamment les accords de Camp David I). Cela débouche entre 1987 et 1993 sur la première Intifada, un vaste mouvement populaire

contre l'occupation, ainsi que sur la création du Hamas. Le soulèvement est réprimé dans le sang par l'armée israélienne, Gaza est de plus en plus isolée à partir de janvier 1991, la main-d'œuvre palestinienne est progressivement remplacée par des migrants étrangers. La liberté de mouvement est de plus en plus restreinte, ce qui a des répercussions massives sur le travail, la vie de famille, les études, la santé, l'activité de construction et les loisirs. L'économie de la bande de Gaza est détruite et les conditions de vie, déjà extrêmement difficiles, s'aggravent encore.

Autonomie limitée à partir de 1993 et début du bouclage en 1994

Depuis les premiers accords d'Oslo signés par Israël et l'OLP en 1993 et l'accord de Gaza-Jéricho en 1994, qui a conduit à la création de l'Autorité palestinienne (AP) et qui vise à garantir un contrôle administratif limité sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, cette dernière est administrée par l'AP, à l'exception des colonies et des zones militaires israéliennes. Israël conserve le contrôle de l'espace aérien, des frontières terrestres (sauf avec l'Égypte) et des eaux territoriales.

En 1994, Israël commence à construire la première clôture frontalière, longue de 60 kilomètres, ainsi qu'une zone tampon d'un kilomètre de large sur le sol de la bande de Gaza, ce qui doit empêcher les combattant-es de la résistance palestinienne de s'approcher de la frontière. Ce bouclage se heurte à la résistance de la population. La clôture est en grande partie démolie au début de la deuxième Intifada en 2000, mais elle est rapidement reconstruite par Israël, renhaussée à sept mètres, équipée de miradors, de barbelés et de mitrailleuses télécommandées, et renforcée par des systèmes de sécurité et de surveillance technologiques. Les soldat-es israélien-nes reçoivent l'autorisation de tirer sur toute personne s'approchant de la clôture. Par la suite, les combattant-es de la résistance palestinienne commencent à tirer des roquettes Qassam et des obus de mortier à travers la frontière. Après une série d'attentats palestiniens en Israël, Benjamin Netanyahu devient pour la première fois chef du gouvernement israélien en 1996.

Le plan de « désengagement » de Sharon, le soutien des États-Unis

Entre 2000 et 2005 a lieu la deuxième Intifada, déclenchée par la visite du politicien d'opposition de l'époque, Ariel Sharon, sur le Mont du Temple à Jérusalem, sous administration palestinienne. Les violentes émeutes et les attentats font des milliers de morts. En 2004, Sharon, devenu entre-temps chef du gouvernement, présente ce que l'on appelle le plan de désengagement qui prévoit d'abandonner les colonies de Gaza, tout en conservant durablement les six plus grandes colonies de Cisjordanie, qui comptent environ 220 000 Israélien-nes. En outre, les barrières doivent être renforcées afin de préparer une séparation entre Israélien-nes et

Palestinien-nes, tout en sabotant les efforts de paix internationaux. Alors que Sharon fait des promesses du bout des lèvres à l'administration Bush en faveur de la solution à deux États, son conseiller principal Dov Weisglass déclare sans détour au journal Haaretz que le plan de retrait signifie « un gel du processus de paix... Et si on gèle ce processus, on empêche la création d'un Etat palestinien et donc une discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. »

Les États-Unis saluent le plan de désengagement comme historique, bien qu'il exprime explicitement l'intention d'Israël de conserver le contrôle total de Gaza et de pouvoir y mener des opérations militaires à sa guise. Les Palestinien-nes ne sont pas impliqués dans l'ensemble du processus et le rejettent majoritairement, car ils craignent un contrôle et un bouclage croissants de la bande de Gaza. Après des controverses de politique intérieure, le plan obtient finalement l'approbation du Parlement israélien. L'assurance donnée par les États-Unis qu'un retour des réfugiés palestiniens serait désormais impossible et qu'Israël pourrait en général conserver des colonies en dehors de la Ligne verte y contribue. L'idée de Sharon de séparer Gaza, en tant qu'entité géographique et administrative, du reste de la collectivité palestinienne et d'empêcher ainsi la création d'un État indépendant s'impose ainsi.

Après deux actions punitives israéliennes (« Opération Arc-en-ciel », « Opération Jour des Bus ») en 2004, Israël commence à mettre en œuvre le plan de découplage unilatéral le 15 août 2005. Les forces armées sont retirées de la bande de Gaza, 21 colonies israéliennes sont évacuées et détruites et la zone industrielle commune israélo-palestinienne d'Erez est supprimée. Ce qui est décrit de manière enjolivée en Israël comme une « concession » masque le fait qu'Israël continue de facto à exercer un contrôle sur le territoire, y compris sur le registre de la population (cartes d'identité), et qu'il est toujours considéré comme une puissance occupante selon le droit international. Dans le même temps, il rejette la responsabilité de tous les problèmes de la bande de Gaza sur les Palestinien-nes, c'est-à-dire sur le Hamas.

Certes, la liberté de mouvement à l'intérieur s'améliore, alors qu'elle était auparavant entravée par des points de contrôle et des barrages routiers de l'armée israélienne. En revanche, la liberté de mouvement des personnes ou des biens à l'intérieur ou à l'extérieur de la bande de Gaza n'est garantie, si tant est qu'elle le soit, qu'après avoir surmonté de nombreux obstacles. La bande de Gaza est également dépendante d'Israël pour l'eau potable, l'électricité, les télécommunications et d'autres services publics. En raison des zones tampons, une grande partie du territoire est fermée et il est impossible d'y pratiquer l'agriculture ou d'y construire. Les conséquences de cette situation d'occupation extrême sur la société, l'économie, la santé, l'environnement, l'éducation et l'emploi, sont énormes et provoquent une crise humanitaire qui se manifeste également par les immenses différences de revenu par

habitant de part et d'autre de la clôture (environ 44 fois plus élevé en Israël) et par la densité de population.

Représentation politique à partir de 2006, le Hamas remporte les élections

Lors des élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006, le Hamas remporte la majorité absolue, ce qui entraîne une nouvelle flambée de tensions entre le Hamas et le Fatah ainsi que la suspension de l'aide financière des États-Unis et de l'UE à l'AP. En outre, Israël retient les recettes fiscales. Il déclare définitivement la bande de Gaza comme zone interdite, ferme tous les points de passage et impose des sanctions sans précédent au gouvernement dirigé par le Hamas, notamment de nouvelles restrictions sur les importations de nourriture, de matériaux de construction et de carburant, ainsi que sur la liberté de mouvement de et vers la bande de Gaza. La population manque même d'eau potable et d'installations sanitaires, des coupures de courant quotidiennes allant jusqu'à 18 heures ne sont pas rares. Les traitements médicaux nécessaires en dehors de la bande de Gaza et les bourses d'études à l'étranger sont souvent rendus impossibles.

Déclarations de principe et documents de réconciliation

Le 19 mars 2005, douze factions palestiniennes, dont le Fatah, le Hamas, le Jihad islamique, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), signent la Déclaration palestinienne du Caire. Celle-ci réaffirme le statut de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme seul représentant légitime du peuple palestinien. La déclaration implique d'une part une réforme de l'OLP par l'intégration du Hamas et du Jihad islamique et démontre d'autre part l'unité face à l'occupation israélienne. Elle appelle à éviter de nouveaux affrontements violents entre les groupes palestiniens.

En mai 2006, les dirigeants de cinq factions palestiniennes, dont le Fatah et le Hamas, signent dans une prison israélienne un document de réconciliation nationale, appelé « document des prisonniers ». Ce document vise à unir toutes les factions dans leur lutte contre l'occupation israélienne et à ouvrir la voie à un gouvernement d'unité nationale. La vision est celle d'un Etat palestinien indépendant dans les frontières de 1967 avec Jérusalem pour capitale.

Le 11 septembre 2006, un accord sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale, basé sur le document révisé sur les prisonniers, est signé. Dans ce document, le Hamas reconnaît pour la première fois les accords de paix entre l'OLP et Israël et approuve l'objectif d'établir un État palestinien dans les territoires occupés ainsi que de respecter un cessez-le-feu à long terme avec Israël. En revanche, il continue de refuser catégoriquement de reconnaître Israël, car cela signifierait l'acceptation de « l'occupation sioniste de

la Palestine » et l'expulsion de plus de 700 000 Palestiniens pendant la Nakba de 1948. Sous une forte pression extérieure, le président Abbas déclare que les efforts d'unité, qu'il n'approuve pas non plus, ont échoué. Après d'autres tentatives d'accord politique, interrompues par de violents affrontements entre les factions, qui font plusieurs centaines de morts et de blessés, le Hamas s'impose comme parti gouvernemental dans la bande de Gaza. Israël limite alors les importations à quelques produits alimentaires de base et de première nécessité et interdit presque totalement les exportations et la circulation des personnes.

Division en deux des territoires palestiniens, spirale de la violence

Depuis cette époque, les territoires palestiniens sont divisés en deux, non seulement géographiquement, mais aussi politiquement : En Cisjordanie, c'est l'AP du président Mahmoud Abbas qui règne, dans la bande de Gaza, c'est le Hamas. Tous deux se considèrent comme les véritables représentants du peuple palestinien. Le bouclage empêche les étudiant-es, les professionnel-les, les malades, les hommes et femmes d'affaires et les familles d'exercer leurs activités au-delà des frontières. Il s'agit d'une forme de punition collective sans précédent et d'une violation flagrante du droit humanitaire international. En janvier 2008, l'administration militaire israélienne établit une liste estimant les besoins de base pour la population de Gaza. Les besoins quotidiens moyens en nourriture sont fixés à 2279 kcal/jour et par personne, soit juste au-dessus des 2100 kcal/jour fixés par l'OMS comme valeur de référence pour la malnutrition. Le seuil de famine est fixé à 1800 kcal/jour et par personne.

Pour contourner le blocus, la construction de tunnels vers l'Égypte se développe au fil des années et devient une artère vitale importante. Presque tout, y compris l'acier de construction, les carburants et les voitures, atteint désormais la bande de Gaza par cette voie. Pour le mois de septembre 2011, un rapport de l'ONU mentionne des quantités comparables au volume de toutes les importations en provenance d'Israël pour le même mois.

Depuis 2008, afin de faire pression sur Israël pour qu'il lève ce blocus brutal, les militants commencent à tirer plus de roquettes artisanales et d'obus de mortier sur Israël. Ceux-ci atteignent désormais Tel Aviv et Jérusalem, ce à quoi Israël répond par de nouvelles actions punitives – une spirale de violence qui se poursuit encore aujourd'hui. Au total, la bande de Gaza a subi jusqu'à présent six guerres qui ont fait des dizaines de milliers de morts et causé d'immenses dégâts aux habitations, à l'agriculture, à l'industrie, à l'infrastructure électrique et hydraulique (2008/09, 2012, 2014, 2021, 2022, 2023/2024). Les cinq premières guerres se sont à chaque fois soldées par un fragile cessez-le-feu, mais sans véritable résolution du conflit. Israël comme les États-Unis refusent fermement la levée du blocus en échange d'un cessez-le-feu à long terme,

comme le Hamas le propose régulièrement (notamment en 2014 et 2021), et exigent du Hamas qu'il mette d'abord fin à la violence et reconnaisse Israël.

Le problème des réfugiés, qui représente une tragédie permanente pour l'ensemble de la nation palestinienne, mais plus particulièrement pour les habitants de Gaza, reste également un point crucial. En 2018/19, lors de manifestations de masse baptisées « Great March of Return », une jeune génération, née dans les terribles conditions qui règnent dans la bande, organise des camps de protestation près de la barrière de Gaza pour rappeler qu'elle n'avait pas oublié l'histoire et réclame son droit au retour sur la terre d'où ses parents et ses grands-parents étaient expulsés. Les manifestations, qui ont plutôt le caractère d'un festival en plein air, pour la plupart non violent, sont réprimées avec une violence meurtrière par l'armée israélienne. De nombreux-ses civil-es non armé-es, dont des journalistes et du personnel médical, sont tué-es.

Des organisations internationales comme le FMI ou l'OMS soulignent régulièrement les perspectives catastrophiques pour la bande de Gaza. Pour se libérer de cet étranglement progressif, le Hamas semble avoir décidé de bouleverser le statu quo le 7 octobre 2023 en lançant une attaque surprise contre Israël, attaque préparée de longue date et sans précédent, et en prenant des otages pour forcer Israël à faire des concessions. Israël a immédiatement lancé des attaques aériennes de représailles dévastatrices, une offensive terrestre massive et imposé un « siège total » de la bande de Gaza (notamment l'arrêt de la livraison d'électricité, d'eau, de nourriture, de médicaments et de carburant) augmentant de manière incommensurable les souffrances de la population civile de la bande de Gaza.

Tout porte à croire qu'Israël utilise désormais l'attentat du 7 octobre comme prétexte pour appliquer un plan directeur déjà existant. Ce plan vise à se débarrasser de la population palestinienne qui fait obstacle à l'établissement d'un Grand Israël qui aurait un contrôle souverain sur la Cisjordanie et certaines parties de la bande de Gaza. Israël semble plus préoccupé par l'achèvement du projet sioniste que par le rétablissement de la sécurité territoriale.

Sources entre autres :

- www.thecrimson.com/article/2009/6/2/the-peril-of-forgetting-gaza-the.
- www.aljazeera.com/news/2019/6/10/gaza-isolation-and-control.
- www.remix.aljazeera.com/aje/PalestineRemix/timeline/main.html.
- www.btselem.org/gaza_strip.
- www.zochrot.org/articles/view/56580/en?Unpacking+October+Events+QANDA.
- **Sara Roy**, If Israel were smart www.irb.co.uk/the-paper/v39/n12/sara-roy/if-israel-were-smart et Nichts ist normal in Gaza www.monde-diplomatique.de/artikel/15451764.
- **Richard Falk**, In Gaza, the West Is Enabling the Most Transparent Genocide in Human History www.commondreams.org/opinion/west-enabling-genocide-gaza.
- **Menachem Klein**, Israeli arrogance thwarted a Palestinian political path. October 7 revealed the cost www.972mag.com/hamas-fatah-elections-israel-arrogance.

L'intelligence artificielle (IA) dans la guerre de Gaza

Pour la première fois dans l'histoire, l'intelligence artificielle est utilisée à une échelle génocidaire dans la bande de Gaza. Le point de vue des médias allemands selon lequel Israël fait tout son possible pour combattre exclusivement les terroristes et le Hamas et éviter les attaques contre les victimes civiles, tout en respectant le droit international, est totalement trompeur. Tou-tes ceux et celles qui parlent hébreu ou qui suivent les médias israéliens savent que des appels à tuer des civil-es sont lancés 24 heures sur 24. Nous voyons des journalistes tirer des obus de 155 mm dans la bande de Gaza pour le plaisir, sans avoir de cible, juste pour montrer qu'ils font partie de l'effort de guerre. Lorsque des journalistes et des responsables politiques appellent à affamer délibérément la population, comment ne pas considérer qu'il s'agit d'un meurtre délibéré de civil-es ?

Selon les lois de la guerre, le meurtre de civil-es dans le but d'exterminer la population constitue un crime de génocide. Il s'agit d'un crime grave contre l'humanité et l'armée israélienne cherche à protéger son propre personnel d'une accusation devant la Cour internationale de justice de La Haye. Les responsables politiques disent donc qu'ils ne tuent pas tout le monde au hasard à Gaza, mais qu'ils visent certaines personnes, à savoir les combattants du Hamas, et que les autres victimes sont des dommages collatéraux.

Les « dommages collatéraux » sont bien sûr un euphémisme pour ce qui se passe. Ce terme signifie que pour chaque personne attaquée, il y a un certain nombre de civil-es qui peuvent être tué-es en tant que dommages collatéraux. Le commandement militaire israélien doit donner des instructions aux soldats pour déterminer le facteur acceptable – lors des précédentes attaques contre Gaza, tuer cinq civil-es par membre du Hamas était « acceptable ». Aujourd'hui, les soldats rapportent que ce nombre est plus proche d'une centaine.

Qui compte exactement comme combattant du Hamas ? S'il ne s'agit que d'un simple fantassin du Hamas muni d'une arme, est-il justifié de détruire un immeuble entier et de tuer des familles entières juste pour éliminer cette seule personne ? Normalement, les lois de la guerre n'autorisent pas ce genre de choses, il y a la notion de proportionnalité. Cela signifie que l'on ne peut tuer des personnes à titre de dommages collatéraux que si le nombre de vies humaines qui seraient sauvées en raison du but de la guerre est si élevé et si urgent qu'il y a une justification.

C'est là que l'intelligence artificielle entre en jeu. Car l'IA utilisée par l'armée israélienne n'est pas ce que nous imaginons de l'IA en tant qu'arme lorsque nous regardons des films de science-fiction comme Terminator. Dans ces films, l'IA prend le contrôle des armes et les dirige directement pour tuer des êtres humains. Il y a beaucoup d'inquiétudes quant à l'utilisation d'armes semi-autonomes ou entièrement autonomes pour tuer des gens, car elles ne font pas la différence entre les combattant-es et les civil-es et peuvent même se retourner contre leurs propres opérateurs. Mais ce qui se passe à Gaza est différent.

Cette IA ne fonctionne pas avec le contrôle des armes. Elle fonctionne plutôt comme le modèle linguistique ChatGPT. Elle parle aux soldat-es et leur dit qu'après avoir analysé les images et les vidéos de la zone balayée par les drones et les caméras, il y a une certaine probabilité de toucher une cible, une certaine probabilité de toucher involontairement un certain nombre de civils et une certaine probabilité de toucher les otages israéliens détenus dans la bande de Gaza.

Sur la base de ces informations, l'IA demande ensuite au soldat : « Approuvez-vous cette cible ? » Si oui, les armes sont tirées – ce n'est pas l'IA qui fait cela, c'est le soldat qui tire, le soldat est assis avec le doigt sur la gâchette et l'IA lui propose ces cibles une après l'autre.

Dans les guerres et les attaques précédentes sur Gaza, il y avait chaque jour environ cinq à six cibles créées par le commandement militaire, de sorte que les soldats devaient tirer sur ces cibles avec des bombes et des obus d'artillerie. Mais ici, nous parlons de centaines de cibles par jour. C'est aussi la raison pour laquelle l'armée israélienne utilise de l'artillerie, qui est très bon marché, de sorte qu'elle recouvre simplement toute la zone d'un tapis de bombes. Mais du point de vue des soldats, il ne s'agit pas d'un tapis de bombes, ils visent des cibles spécifiques, sauf que ces cibles ne sont pas générées par les services de renseignement, mais par l'IA.

Le modèle linguistique fonctionne de la même manière. Il n'y a aucun moyen de savoir si l'analyse des images, le logiciel de reconnaissance faciale qu'ils utilisent, est irréprochable ou non. Il pourrait se tromper complètement, mais nous savons qu'il peut convaincre efficacement les soldats d'appuyer sur la gâchette. L'IA manipule en effet les soldats israéliens pour leur faire croire qu'ils ne tueront pas d'otages en appuyant sur la gâchette, qu'ils ne tueront pas plus de civil-es que le facteur de dommages collatéraux ne le permet, ce qui les convainc finalement d'appuyer sur la gâchette encore et encore.

Nous devons toutes et tous être très inquiet-es à ce sujet, surtout parce que cela rend possible un génocide. Cela se produit par la nature de l'utilisation industrialisée de l'IA. L'assassinat industrialisé de toute la population est en effet un acte de génocide. [...]

Source: www.sozonline.de/2024/02/einsatz-von-kuenstlicher-intelligenz-ki-im-gazakrieg.

From the river to the sea Palestine will be free

« Le slogan représente le profond attachement personnel des Palestinien·nes à leur patrie, leurs droits nationaux et leur vision d'une future Palestine ».

Le slogan scandé lors de nombreuses manifestations est une épine dans le pied des amis d'Israël. Le président de la Fédération suisse des communautés israéliennes le considère comme clairement antisémite et en Allemagne, il est interdit lors des manifestations. En réalité, le slogan est beaucoup plus ouvert dans sa signification et se rattache à une longue tradition de pensée laïque, comme l'explique Maha Nassar, professeure d'histoire du Proche-Orient, dans un entretien avec Yara Hawari du groupe de réflexion palestinien Al-Shabaka. Il trouve son origine dans les plans de partage coloniaux du début du 20e siècle, qui s'appuyaient sur le concept de nettoyage ethnique et niaient aux Palestinien·nes tout lien avec leur patrie.

À partir des années 30, les Palestinien·nes ont formulé des alternatives basées sur les principes de la démocratie et de l'égalité. Après la création de l'État d'Israël, des partis et des organismes palestiniens de premier plan se sont engagés à le surmonter en créant un État laïc et démocratique doté de droits égaux pour les musulmans, les chrétiens et les juifs. Même à l'époque où l'idée d'une solution à deux États a émergé, cette vision a reçu un large soutien au sein de la population palestinienne. Dans sa majorité, le slogan populaire ne signifie donc pas le rejet de la coexistence avec la population juive, mais le rejet du cadre colonial.

Dans un article publié sur la plateforme en ligne Histoire du temps présent, les deux historiens et chercheurs sur l'Holocauste Alon Confino et Amos Goldberg abordent les multiples interprétations possibles du slogan, qui exprime des revendications palestiniennes légitimes. La criminalisation du slogan s'inscrit dans le contexte de la négation des droits nationaux palestiniens au fil des décennies.

Podcast: www.Al-shabaka.org/en.

Article: www.geschichtedergegenwart.ch/from-the-river-to-the-sea-gibts-viel-raum-fuer-interpretationen.

Le Hamas

Le Hamas n'a jamais été au centre de notre analyse politique ; il est trop éloigné de nous de par son orientation idéologique fondamentale. Après le 7 octobre, un numéro spécial sur Gaza ne peut pas se passer d'une quelconque référence à ce mouvement politique. Quoi que l'on pense du Hamas, il tire sa popularité auprès des Palestiniens de sa résistance déterminée. Nous avons donc décidé de faire référence à des analyses intéressantes sur le Hamas, en reprenant en introduction un paragraphe du groupe de réflexion palestinien Al-Shabaka. « Le Hamas, mouvement à la fois politique et militaire, a été fondé en 1987 au cours de la première Intifada. Le parti a remporté les élections législatives palestiniennes de 2006, ce qui a conduit à une violente confrontation avec le Fatah. Depuis 2007, la gouvernance de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est divisée entre le Fatah et le Hamas.

Bien que l'opération de guérilla du Hamas du 7 octobre 2023 ait attiré l'attention et suscité un tollé général, l'histoire et les objectifs fondamentaux du mouvement continuent d'être occultés. Cette collection de publications [...] examine les rouages du Hamas, ses ambitions nationalistes et les dynamiques géopolitiques qui continuent à façonner sa stratégie. »

Leila Seurat, L'objectif du Hamas à Gaza www.inprecor.fr/node/3794 (2024).

Seth Ackerman, « There Was an Iron Wall in Gaza » www.jacobin.com/2024/01/iron-wall-gaza-israel-defense-forces-realtopolitik-palestine-history (en partie traduit dans www.news-24.fr/il-y-avait-un-mur-de-fer-a-gaza) (2024).

Tareq Baconi, What Was Hamas Thinking? www.foreignpolicy.com/2023/11/22/hamas-gaza-israel-netanyahu-palestine-apartheid-containment-resistance (2023) et Le Hamas sort de sa cage à Gaza www.inprecor.fr/node/3467 (2021).

Elileen Salazar, Omar Duawji, Hamas explained <https://youtu.be/6P1o3bJPrd8>? (2023).

Belal Shobaki Hamas: Dismantling the Dilemmas of Governance and Resistance www.al-shabaka.org/commentaries/hamas-and-the-dilemmas-of-representation-and-curtailment (2021) et Reconstituting the PLO: Any Place for Hamas and Islamic Jihad? www.al-shabaka.org/wp-content/uploads/2022/09/Shobaki_Commentary_Eng_Sept2022.pdf (2020/2022) et Why It's Dangerous to Conflate Hamas and Daesh www.al-shabaka.org/br/refs/why-its-dangerous-to-conflate-hamas-and-daesh (2016).

Randa Farah, What Forces Shape the Palestinians of Gaza? www.al-shabaka.org/commentaries/what-forces-shape-the-palestinians-of-gaza (2014).

Ali Abunimah, It's time to change liberal discourse about Hamas, www.electronicintifada.net/content/its-time-change-liberal-discourse-about-hamas/33376 (2021) et What's behind Hamas' new charter? www.electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/whats-behind-hamas-new-charter.

Ressources

Médias imprimés et en ligne

Al Jazeera

Al Shabaka, The Palestinian Policy Network

Chronique de Palestine

Consortium News. Independent Investigative Journalism and Political Review

DAWN. Democracy for the Arab World Now

Democracy Now. Independent Global News

Euro-Med Human Rights Monitor

Grayzone Independent News & Investigative Journalism on Empire

IMEU. Institute for Middle East Understanding

Inprecor

Jadaliyya. Independent e-zine produced by the Arab Studies Institute

Le Monde diplomatique, Dossier Gaza

Memo Middle East Monitor

Middle East Eye

Mondoweiss News & Opinion About Palestine, Israel & the United States

Politico. Politiques, Stratégies, Nouvelles politiques

The Electronic Intifada

The Guardian (GB)

The Intercept

+972. Journalisme indépendant en Israël-Palestine

Articles importants

Sur le déroulement des événements du 7 octobre notamment

The Electronic Intifada : youtu.be/G8PWUAtGIBo? et **The Grayzone** youtu.be/s602J5Sm3hg

Analyses géopolitiques sur Israël et Gaza, notamment

Richard Falk, ancien rapporteur spécial pour les Territoires occupés www.commondreams.org/opinion/west-enabling-genocide-gaza

Seth Ackerman, rédacteur de la revue en ligne activiste de gauche The Jacobin, « There Was an Iron Wall in Gaza » www.jacobin.com/2024/01/iron-wall-gaza-israel-defense-forces-realpolitik-palestine-history (en partie traduit dans www.news-24.fr/il-y-avait-un-mur-de-fer-a-gaza)

Tariq Kenney-Shawa: Guerre Israël-Palestine : Sous occupation, la résistance armée ne cessera jamais www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/guerre-israel-palestine-occupation-resistance-armee-ne-cessera-jamais

Initiatives et organisations

Adalah. Centre juridique pour les droits des minorités arabes en Israël

Amnesty international Suisse

Amnesty International

Association France-Palestine

AURDIP. Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine

Badil. Centre de ressources pour droits des résidents et des réfugiés palestiniens

Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS)

Boycott from Within

B'tselem. Centre d'information israélien pour les droits humains dans les territoires occupés

Codepink

ELSC. Centre européen de soutien juridique

Gaza in Context

Human Rights Watch

ICAHN. Comité israélien contre les démolitions de maisons

Institut des études palestiniennes

ISM-France, Mouvement international de solidarité,

Medico International

PACBI. Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël

PCHR. Centre palestinien pour les droits humains

UJFP. Union juive française pour la paix

Visualizing Palestine

Voix juive pour la paix (États-Unis)

We are not numbers

Zochrot. De la Nakba au retour

7Amleh – Le Centre arabe pour l'avancement des médias sociaux

Diverses organisations de l'ONU comme **OCHA**, **UNRWA**, **UNHCR**, **OMS**

